

Erythrée: enlèvements, demandes de rançons et trafic d'organes

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Alexandra Geiser

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

Pour les colis:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Berne

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

CCP 30-16741-4
Compte dons
CCP 30-1085-7

Berne, le 5 juillet 2012

1 Enlèvements, demandes de rançons, déportation au Soudan

Voici déjà une année, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR a dénoncé les enlèvements de réfugiés érythréens au Soudan et dans le Sinaï.¹ Ces derniers mois, le nombre de cas semble s'être multiplié. De nombreuses personnes établies en Suisse ont signalé que des proches ou des amis étaient retenus au Soudan ou dans le Sinaï en attendant le versement d'une rançon. L'an dernier, ces nouvelles dramatiques émanaient en premier lieu des membres de l'opposition au sein de la diaspora érythréenne, mais entre-temps, l'UNHCR, des organisations de défense des droits humains ou même le Parlement européen ont aussi soulevé ce problème.

Enlèvements à l'Est du Soudan. Début 2012, l'UNHCR dénombrait plus de 86'000 réfugiés dans les douze camps installés à l'Est-Soudan. Il en arrivait chaque mois 2000 nouveaux, principalement de jeunes hommes érythréens.² Les réfugiés aussi bien que la population locale pâtissent de la situation précaire qui règne dans la région: pauvreté crasse, sécheresse, famine, accès insuffisant aux soins médicaux et à l'instruction. Lors de sa visite au Soudan de janvier 2012, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés António Guterres s'est aussi rendu à l'Est du Soudan où il a visité les camps de réfugiés autour de Kassala.³ Il a mis les gens en garde contre la traite de réfugiés. António Guterres a parlé de réseaux criminels de passeurs et de trafiquants qui exploitent la dépendance de milliers de réfugiés érythréens et précisé que ces réseaux sévissent surtout en Erythrée, au Soudan et en Egypte. Ils commettent des enlèvements pour soutirer des rançons. Si les rançons ne sont pas payées, ils prélèvent les organes des réfugiés dans le Sinaï.⁴

Pour lutter contre les enlèvements au Soudan, l'UNHCR demande à la communauté internationale deux millions de dollars américains. Cet argent doit aider l'*Organisation internationale pour les migrations* (OIM) et les autorités soudanaises à poursuivre en justice les trafiquants.⁵

Comme l'a déjà expliqué l'OSAR, des réfugiés érythréens sont enlevés le long de la frontière entre le Soudan et l'Erythrée, dans les camps de réfugiés et dans les villes de l'Est-Soudan, afin de soutirer des rançons à leurs proches.⁶ Des rapports relativement récents stipulent en outre que des gens sont aussi enlevés dans le

¹ OSAR, Erythrée: enlèvements au Soudan, 3 mai 2011: www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/africa/erythree/erythree-enlevements-au-soudan.

² UNHCR, UNHCR chief ends Sudan visit with relief for 'old' refugees, risks for new ones, 13 janvier 2012: www.unhcr.org/4f1005e99.html.

³ UN Radio, UN refugee chief visits Eritrean camp in Sudan, 10 janvier 2012: www.unmultimedia.org/radio/english/2012/01/un-refugee-chief-visits-eritrean-camp-in-sudan/.

⁴ IRT, Eritrean refugees easy targets for human traffickers, 26 janvier 2012: www.irt.org.uk/irt-blog/2012/1/26/eritrean-refugees-easy-targets-for-human-traffickers.html.

⁵ Loc. cit.

⁶ OSAR, enlèvements au Soudan, 3 mai 2011.

camp de réfugiés de Mai-Ayni en Ethiopie et conduits dans le Sinaï.⁷ Quelques-uns sont arrêtés au Soudan, d'autres revendus et conduits dans le Sinaï où l'on assiste à une surenchère des rançons.⁸ Des réfugiés sont même retenus prisonniers à l'intérieur des camps. Un témoin parti de Kassala a été enlevé et retenu à l'intérieur du camp de réfugiés de Shagarab. Cette personne a été libérée suite au versement par ses proches d'une rançon de 1500 dollars américains par le biais d'un intermédiaire établi à Khartoum. Par crainte de représailles et par méfiance à l'égard des autorités, elle n'a pas déposé plainte dans le camp de réfugiés.⁹

Une autre personne de contact rapporte que, même en Erythrée, des gens sont enlevés dans la région de la frontière, puis conduits dans le Sinaï dans le but de soutirer des rançons à leurs proches.¹⁰

Deux jours après les déclarations de Guterres, les autorités soudanaises ont annoncé l'arrestation de passeurs surpris en train de conduire quatre réfugiés érythréens dans le Sinaï. Les armes, les téléphones satellite et des documents falsifiés attestent le professionnalisme de ces groupes criminels. Malgré ce succès, il faut partir du principe que des centaines d'Erythréens seront encore déportés et retenus prisonniers.¹¹ Guterres estime que le problème ne concerne pas seulement les autorités soudanaises, mais le monde entier.¹²

Dépendance à l'égard des passeurs. Dans le *UNHCR Global Appeal 2012–2013*, l'UNHCR a aussi constaté une augmentation de la traite des réfugiés qui tentent de gagner Khartoum, l'Afrique du Nord, l'Europe et le Proche-Orient en passant par le Soudan. Les risques d'enlèvement, de racket ou de violence physique et sexuelle sont particulièrement élevés pour les réfugiés et les migrants qui voyagent sans autorisation:¹³ Dans les camps de l'Est-Soudan, les requérants d'asile doivent attendre jusqu'à trois mois pour obtenir des pièces d'identité; beaucoup quittent le camp avant d'avoir reçu leurs papiers.¹⁴ Philippa Candler, responsable de la *Protection Unit* de l'UNHCR au Soudan, part du principe que 80 % des réfugiés quittent les camps deux à trois mois après leur arrivée¹⁵ pour se rendre à Khartoum, au Proche-Orient ou en Europe.¹⁶ Il y a tout lieu de penser que beaucoup n'ont pas encore de papiers. Sans compter que les autorités soudanaises n'autorisent pas les réfugiés à voyager à l'intérieur du pays. Selon l'article 10, alinéa 2, de la loi sur l'asile, une personne n'est pas habilitée à quitter le lieu de séjour qui lui est attribué, faute de quoi elle s'expose à une peine de prison

⁷ Mekonnen, Daniel Rezene and Estefanos, Meron, From Sawa to the Sinai Desert: The Eritrean Tragedy of Human Trafficking, 30 novembre 2011: <http://ssrn.com/abstract=2055303>.

⁸ Interview de l'informateur 4, 28 juin 2012.

⁹ Interview de l'informateur 2, 28 juin 2012.

¹⁰ Interview de l'informateur 5, 28 juin 2012.

¹¹ IRT, Eritrean refugees easy targets for human traffickers, 26 janvier 2012.

¹² UNHCR, UNHCR chief ends Sudan visit with relief for 'old' refugees, risks for new ones, 13 janvier 2012.

¹³ UNHCR, UNHCR Global Appeal 2012–2013: www.unhcr.org/4ec230fc16.html.

¹⁴ Interview de l'informateur 1, 1^{er} juin 2012.

¹⁵ Deutsche Welle, Abducted Eritreans held in Sinai as relatives scramble to find ransom, 12 mars 2012: www.dw.de/dw/article/0,,15823872,00.html.

¹⁶ UNHCR, UNHCR chief ends Sudan visit with relief for 'old' refugees, risks for new ones, 13 janvier 2012.

d'une année.¹⁷ Comme les réfugiés n'ont souvent ni pièce d'identité, ni documents de voyage, ils ne peuvent continuer leur route sans l'aide des passeurs, ce qui les expose au risque de tomber entre les mains de trafiquants qui les retiennent prisonniers au Soudan ou dans le Sinaï.¹⁸

Dépendance à l'égard des autorités soudanaises, racket, arrestation, déportations. Les personnes réfugiées au Soudan risquent de surcroît d'être arrêtées et déportées par les autorités soudanaises.¹⁹ Plusieurs informateurs signalent que cela se produit de plus en plus souvent. Parmi les personnes impliquées dans les arrestations arbitraires et demandes de rançons, on trouve surtout des fonctionnaires subalternes, des policiers, des militaires, mais aussi des juges.²⁰ Les nombreuses personnes qui quittent les camps de réfugiés à l'Est du Soudan sans autorisation de voyage sont des proies faciles pour les autorités soudanaises promptes à soutirer des rançons. Une personne affirme avoir été jetée dans une prison militaire et soumise aux travaux forcés, alors qu'elle se rendait de Kassala à Khartoum.²¹ Un informateur assure que ces arrestations ont pour but les demandes de rançons, les victimes étant menacées de déportation.²² Mais les arrestations arbitraires ne se produisent pas que sur la route de Khartoum. Une autre personne a été accusée à tort d'escroquerie par un policier soudanais dans la capitale. Après trois mois de détention à Omdurman, elle a été libérée par un juge à qui son mari avait versé la somme prétendument détournée (15'000 dollars américains).²³

En octobre dernier, l'UNHCR a protesté contre la déportation du Soudan vers l'Erythrée de plus de 300 requérants d'asile et réfugiés érythréens. Il avait pourtant conclu avec le commissaire soudanais pour les réfugiés un accord selon lequel ces gens auraient dû être conduits à Khartoum pour qu'on y examine leur statut.²⁴ Déjà en 2011, des dizaines d'Erythréens avaient été rapatriés par les autorités soudanaises.²⁵ L'*US Department of State* relève lui aussi que, faute de papiers, les réfugiés ne peuvent pas prouver leur identité pendant l'examen de leur demande d'asile, ce qui les expose tout particulièrement au risque d'arrestation arbitraire, de coups et de tracasseries.²⁶ Comme le relèvent plusieurs informateurs, beaucoup de déportations en Erythrée ne sont pas recensées, car elles ont lieu en dehors de toute procédure et en coopération avec les autorités érythréennes.²⁷ D'après l'*Inter-*

¹⁷ 10. (2) No refugee shall exercise any political activity during his presence in the Sudan, and he shall not depart from any place of residence specified for him. The penalty for contravening this subsection, shall be imprisonment for not more than one year. In: Regulation of Asylum Act 1974 [Sudan], 21 mai 1974: www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6b50710.html.

¹⁸ DW, Abducted Eritreans held in Sinai as relatives scramble to find ransom, 12 mars 2012.

¹⁹ UNHCR, UNHCR Global Appeal 2012–2013: www.unhcr.org/4ec230fc16.html.

²⁰ Interview de l'informateur 1, 1^{er} juin 2012, Interview de l'informateur 2, 28 juin 2012, Interview de l'informateur 3, 28 juin 2012.

²¹ Interview de l'informateur 1, 1^{er} juin 2012.

²² Interview de l'informateur 4, 28 juin 2012.

²³ Interview de l'informateur 3, 28 juin 2012.

²⁴ UN High Commissioner for Refugees, UNHCR dismay at new deportation of Eritreans by Sudan, 18 octobre 2011: www.unhcr.org/refworld/docid/4e9d6b882.html.

²⁵ Human Rights Watch, Sudan: End Mass Summary Deportations of Eritreans, 25 octobre 2011: www.unhcr.org/refworld/docid/4eb38e392.html.

²⁶ US Department of State, 2011 Country Reports on Human Rights Practices – Soudan, 24 mai 2012: www.unhcr.org/refworld/docid/4fc75a5e2.html.

²⁷ Interview des informateurs 3 et 4, 28 juin 2012.

*national Commission on Erythrean Refugees (ICER), les autorités soudanaises déportent surtout les gens qui représentent un danger pour l'Erythrée comme des militaires haut gradés.*²⁸

2 Enlèvements, demandes de rançons et trafic d'organes dans le Sinaï

Depuis la fin 2010, des rapports font état de traite de l'être humain et de trafic d'organes, de tortures et de viols de réfugiés dans le Sinaï.²⁹

Au milieu des années 2000, les passeurs demandaient entre 1000 et 2000 dollars américains pour conduire des gens d'Erythrée en Libye. Après la conclusion du Traité d'amitié entre l'Italie et la Libye en 2008 et sa ratification début 2009, il est devenu plus difficile pour les réfugiés de passer par la Libye. Il a fallu trouver de nouvelles routes et de nouveaux acteurs ont fait leur apparition. Pour accéder au Sinaï par le Soudan, il faut passer par deux ponts sévèrement contrôlés, d'où la nécessité de corrompre des agents de sécurité et des garde-frontières soudanais et égyptiens.³⁰

La plupart des personnes enlevées dans le Sinaï viennent d'Erythrée et du Soudan; elles ont déboursé environ 3000 dollars américains pour être conduites à la frontière israélienne.³¹ Pour certaines d'entre elles, le voyage avec les passeurs s'achève à la frontière israélienne.³² Mais d'autres sont retenues prisonnières et torturées par les trafiquants. Les femmes sont systématiquement violées. Les passeurs ont étendu leur «commerce» aux demandes de rançons, un volet plus lucratif.³³ La grande majorité des victimes sont d'abord retenues dans le Sinaï. Quelques-unes ont été enlevées dans les camps de réfugiés du Soudan, d'autres dans le camp de réfugiés de Mai-Ayni en Ethiopie.³⁴

Les passeurs s'intéressent surtout aux téléphones portables des réfugiés qui ont enregistré des numéros d'Erythréens domiciliés à l'étranger. La torture commence dès que le contact avec ces personnes est établi. Quand les proches entendent crier la victime, ils sont prêts à tout pour réunir le montant de la rançon. Les sommes réclamées oscillent entre 5000 et 40'000 dollars américains. En cas de non-paiement, l'issue est encore plus dramatique. Les personnes concernées

²⁸ ICER, *The Saga of the Eritrean Refugees and The Human Smugglers*, 20 février 2012: http://iceritrefugees.org/ic/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=6&Itemid=41.

²⁹ Mekonnen, Daniel Rezene and Estefanos, Meron, *From Sawa to the Sinai Desert: The Eritrean Tragedy of Human Trafficking*, 30 novembre 2011.

³⁰ ICER, *The Saga of the Eritrean Refugees and The Human Smugglers*, 20 février 2012.

³¹ *The Guardian*, *Egyptian authorities look the other way as Bedouin kidnap refugees, Horrific tales are emerging from Sinai of Bedouin gangs holding Israel-bound refugees to ransom*, 14 février 2012: www.guardian.co.uk/world/2012/feb/14/egypt-bedouin-kidnap-refugees-israel.

³² ICER, *The Saga of the Eritrean Refugees and The Human Smugglers*, 20 février 2012.

³³ Melissa Flemming, Spokesperson of the UNHCR, *Screams from the Desert*, 15 février 2012: www.huffingtonpost.com/melissa-flemming/sudan-women-rape_b_1279733.html.

³⁴ Mekonnen, Daniel Rezene and Estefanos, Meron, *From Sawa to the Sinai Desert: The Eritrean Tragedy of Human Trafficking*, 30 novembre 2011.

peuvent être vendues à d'autres bandes criminelles dans le Nord du Sinaï où elles sont ensuite retenues comme esclaves ou tuées dans le but de vendre leurs organes.³⁵

The Guardian cite le cas d'un Erythréen établi en Israël qui reçoit chaque jour dix appels d'une amie d'enfance retenue prisonnière dans un camp du Sinaï avec trente autres femmes et douze hommes originaires d'Erythrée. Cette personne affirme être affamée, torturée et battue. Les ravisseurs réclamaient d'abord 40'000 dollars américains; au bout de trois semaines, ils ont réduit leurs prétentions à 30'000 dollars. Pendant les appels, la femme est battue et torturée, afin d'accroître la pression sur les proches.³⁶

Entre septembre 2010 et février 2012, une ONG israélienne dénommée *Physicians for Human Rights* (PHR) a interviewé 900 Erythréens qui avaient été emprisonnés et torturés dans le Sinaï. En février 2012, elle estimait qu'au moins 350 personnes étaient retenues prisonnières dans le Sinaï. Dans sa clinique de Jaffa, cette ONG soigne les personnes qui ont été torturées, brûlées avec du plastique ou du fer, violées ou qui ont subi des électrochocs. Quand les rançons ne peuvent être payées, les ravisseurs tuent les otages et leur prélèvent leurs organes. PHR signale des charniers avec des centaines de cadavres.³⁷ Dans un reportage de CNN diffusé en novembre 2011, le défenseur égyptien des droits humains Hamdy Al-Azazy, président de l'ONG *New Generation Foundation for Human Rights*, a également fait état de prélèvement d'organes à Arish, dans le Nord du Sinaï. Il a également fait mention de réfugiés contraints de travailler comme esclaves dans des conditions épouvantables dans les champs de marijuana du Nord du Sinaï.³⁸ Suite à la diffusion du reportage de CNN, les trafiquants auraient relâché plus de 600 réfugiés par crainte d'être poursuivis par les autorités égyptiennes.³⁹

Les enlèvements se sont multipliés l'an dernier et les demandes de rançon prennent l'ascenseur. A l'heure actuelle, les autorités égyptiennes n'ont encore rien entrepris contre les responsables de cette traite brutale.⁴⁰ Les conditions de sécurité dans la région se sont terriblement dégradées depuis la Révolution égyptienne de février 2011. Les tribus de bédouins dominent une grande partie du Sinaï qui échappe au contrôle de l'Etat. Mais déjà auparavant, les forces de sécurité n'intervenaient guère, si ce n'est pour arrêter, emprisonner ou déporter les réfugiés au lieu des passeurs et des ravisseurs.⁴¹

³⁵ Melissa Fleming, Spokesperson of the UNHCR, Screams from the Desert, 15 février 2012: www.huffingtonpost.com/melissa-fleming/sudan-women-rape_b_1279733.html.

³⁶ The Guardian, Egyptian authorities look the other way as Bedouin kidnap refugees, Horrific tales are emerging from Sinai of Bedouin gangs holding Israel-bound refugees to ransom, 14 février 2012: www.guardian.co.uk/world/2012/feb/14/egypt-bedouin-kidnap-refugees-israel.

³⁷ Loc. cit.

³⁸ The CNN Freedom Project, Death in the Desert, 8 novembre 2011: <http://thecnnfreedomproject.blogs.cnn.com/2011/11/08/death-in-the-desert/>.

³⁹ CNN, Slaves freed after CNN documentary, 17 novembre 2011: <http://thecnnfreedomproject.blogs.cnn.com/2011/11/17/scores-freed-after-cnn-documentary/>.

⁴⁰ The Guardian, Egyptian authorities look the other way as Bedouin kidnap refugees, 14 février 2012.

⁴¹ NZZ, Den Menschenhändlern ausgeliefert, 10 juin 2012: www.nzz.ch/nzzas/nzz-am-sonntag/den-menschenhaendlern-ausgeliefert-1.17218741.

Entre-temps, le Parlement européen a aussi sommé les autorités égyptiennes d'intervenir. Par le biais d'une Résolution⁴², il a obligé la Ministre européenne des Affaires étrangères Catherine Ashton à traiter en priorité le thème de la traite d'êtres humains dans le Sinaï lors des entretiens avec le Caire.⁴³

Exécutions à la frontière égyptienne. Des soldats égyptiens recourent à la violence pour tenter de contenir les réfugiés à la frontière. En 2011 également, des réfugiés et des migrants africains ont été exécutés alors qu'ils tentaient de franchir la frontière entre le Sinaï et Israël. L'*US Department of State* estime qu'au moins treize personnes ont été tuées à la frontière.⁴⁴

Camps d'internement en Israël. En Israël, les requérants d'asile d'Erythrée et du Soudan sont de plus en plus perçus comme un problème. La politique se concentre sur les mesures de sécurité et de dissuasion. Une clôture est installée à la frontière du Sinaï et un immense établissement pénitentiaire de 10'000 places est prévu pour les «infiltrés», comme on appelle les gens qui passent clandestinement la frontière. Une nouvelle loi entrée en vigueur début juin 2012 rend la situation encore plus précaire: les prétendus infiltrés, enfants inclus, peuvent être incarcérés pour une période relativement longue.⁴⁵ Les citoyens israéliens qui soutiennent des requérants d'asile risquent jusqu'à 15 ans de prison.⁴⁶

Même si les autorités israéliennes ont officiellement suspendu les «Hot Returns» (rapatriement forcé sans examen de la demande d'asile) depuis mars 2011, *Amnesty International* a dénoncé d'autres transferts forcés en Egypte.⁴⁷ A Tel Aviv, on a assisté ces derniers mois à une multiplication des violences racistes contre les migrants et requérants d'asile africains.⁴⁸

Reconnaissance en Israël. L'Etat d'Israël n'examine lui-même les demandes d'asile que depuis 2009. Auparavant, cette responsabilité incombait à l'UNHCR qui émettait des recommandations. Jusqu'en 2005, on ne dénombrait que quelques dizaines de requérants d'asile par année en Israël. Depuis, il y en a des milliers.⁴⁹ D'après les autorités israéliennes, plus de 60'000 migrants africains sé-

⁴² Parlement européen, P7_TA-PROV(2012)0092, traite de l'être humain dans le Sinaï et le cas de Solomon W., décision du Parlement européen du 15 mars 2012 relative à la traite de l'être humain dans la péninsule du Sinaï et en particulier au cas de Solomon W. (2012/2569(RSP)): www.europarl.europa.eu/RegData/seance_pleniere/textes_adoptes/provisoire/2012/03-15/0092/P7_TA-PROV%282012%290092_DE.pdf.

⁴³ DW, Abducted Eritreans held in Sinai as relatives scramble to find ransom, 12 mars 2012.

⁴⁴ US Department of State, 2011 Country Reports on Human Rights Practices – Egypte, 24 mai 2012.

⁴⁵ NZZ, Unerwünscht im Land der Migranten, 1^{er} juin 2012:

www.nzz.ch/aktuell/international/unerwuenscht-im-land-der-immigranten-1.17123520.

⁴⁶ Haaretz, Israel enacts law allowing authorities to detain illegal migrants for up to 3 years, 3 juin 2012: www.haaretz.com/news/national/israel-enacts-law-allowing-authorities-to-detain-illegal-migrants-for-up-to-3-years-1.434127.

⁴⁷ Amnesty International: Amnesty International Report 2012 – The State of the World's Human Rights, Israel and the Occupied Palestinian Territories, 24 mai 2012:

www.amnesty.org/en/region/israel-occupied-palestinian-territories/report-2012#section-7-13.

⁴⁸ CNN, Why did anti-immigration sentiment boil over in Israel?, 31 mai 2012:

<http://edition.cnn.com/2012/05/31/world/meast/israel-anti-immigration-sentiment/>.

⁴⁹ NZZ, Unerwünscht im Land der Migranten, 1^{er} juin 2012.

journeent actuellement en Israël. Chaque mois, plus de 2000 personnes entreraient clandestinement en Israël.⁵⁰

En 2011, 80 % des 45'000 requérants d'asile recensés en Israël venaient du Soudan et d'Erythrée.⁵¹ Ceux qui sont appréhendés dans la région de la frontière sont d'abord emprisonnés au centre de détention de Saharonim dans le désert du Néguev. Les Soudanais et les Erythréens ne peuvent pas déposer de demande d'asile, mais un séjour temporaire leur est octroyé et ils reçoivent un billet pour Tel Aviv.⁵² Ils n'ont pas d'accès légal au marché de l'emploi, pas plus qu'aux soins médicaux ou à l'aide sociale.⁵³

3 Des réseaux jusqu'en Suisse

D'après le rapport de l'*UN Monitoring Group Eritrea and Somalia*, l'ampleur de la traite d'êtres humains laisse à penser que même des représentants du gouvernement érythréen, des fonctionnaires du parti et surtout des militaires y sont impliqués. Le rapport mentionne explicitement que l'armée de la zone frontière occidentale, sous le commandement du général Teklai Kifle «Manjus», trempe notamment dans ces pratiques. Le *Monitoring Group* se réfère à des sources expliquant que des fonctionnaires érythréens coopèrent avec les Raschaida et transportent la cargaison humaine à travers le Soudan en passant par l'Egypte. Le même réseau est aussi responsable du trafic d'armes dans la bande de Gaza par le Sinaï. Les proches des otages passent par des bureaux de transfert de fonds pour verser l'argent à des fonctionnaires de l'ambassade d'Erythrée en Egypte ou en Israël. Le *Monitoring Group* signale qu'une partie de l'argent extorqué aurait été transféré sur un compte en banque suisse; il a remis aux autorités suisses les informations relatives à ce compte, ainsi que les coordonnées du coordinateur du cercle de passeurs supposé vivre en Suisse et de ses partenaires en Egypte.⁵⁴

Selon Meron Estefanos, une journaliste érythréenne établie en Suède, des intermédiaires transfèrent les fonds dans des pays comportant une aussi grande diaspora érythréenne que la Suisse, Israël, la Suède ou les Etats-Unis.⁵⁵ Les rançons profiteraient à des Erythréens établis en Egypte, au Soudan, en Israël et même

⁵⁰ Haaretz, Israel enacts law allowing authorities to detain illegal migrants for up to 3 years, 3 juin 2012: www.haaretz.com/news/national/israel-enacts-law-allowing-authorities-to-detain-illegal-migrants-for-up-to-3-years-1.434127.

⁵¹ Amnesty International: Amnesty International Report 2012 – The State of the World's Human Rights, Israel and the Occupied Palestinian Territories, 24 mai 2012.

⁵² Haaretz, Israel enacts law allowing authorities to detain illegal migrants for up to 3 years, 3 juin 2012: www.haaretz.com/news/national/israel-enacts-law-allowing-authorities-to-detain-illegal-migrants-for-up-to-3-years-1.434127.

⁵³ Amnesty International: Amnesty International Report 2012 – The State of the World's Human Rights, Israel and the Occupied Palestinian Territories, 24 mai 2012.

⁵⁴ UN Security Council, Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 1916 (2010) (S/2011/433), 28 juillet 2011: <http://reliefweb.int/node/437743>.

⁵⁵ DW, Abducted Eritreans held in Sinai as relatives scramble to find ransom, 12 mars 2012.

dans les camps de réfugiés d'Éthiopie.⁵⁶ La même Meron Estefanos affirme avoir connaissance d'un compte en banque suisse où seraient versées des rançons.⁵⁷

Il semble que des agents de sécurité soudanais soient aussi impliqués dans les enlèvements. Ils ont ainsi enlevé dix-sept Érythréens d'un camp de réfugiés pour les vendre aux Raschaida qui les ont ensuite conduits dans le Sinaï.⁵⁸

En février 2012, l'*International Commission on Erythrean Refugees* a publié une liste détaillée de noms et de numéros de téléphone de personnes qui seraient impliquées dans les enlèvements, les demandes de rançons, la torture et l'assassinat de réfugiés érythréens. L'ICER part elle aussi de l'idée que des Érythréens tirent les ficelles de la traite d'êtres humains et des demandes de rançons, alors que les bédouins sont responsables de l'exécution.⁵⁹

En juin 2012, la police israélienne a démantelé un cercle de trafiquants impliqués dans les demandes de rançons dans le Sinaï. Les opérations financières se faisaient en Israël et en Jordanie; elles se chiffrent en millions de dollars américains. Les proches établis en Israël devaient payer des rançons par le biais d'un bureau de change à Tel Aviv. En l'espace d'une année et demie, près de 2,4 millions de dollars américains ont été virés de cette manière.⁶⁰ Au cours d'un autre procès intenté en Israël contre un bédouin qui recouvrait l'argent des rançons, il s'est avéré que l'accusé faisait virer les sommes extorquées dans la bande de Gaza par le biais d'une banque palestinienne établie à Hébron et l'apportait ensuite aux preneurs d'otages dans le Sinaï.⁶¹

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Érythrée et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter

⁵⁶ ICER, *The Saga of the Eritrean Refugees and The Human Smugglers*, 20 février 2012.

⁵⁷ Mekonnen, Daniel Rezene and Estefanos, Meron, *From Sawa to the Sinai Desert: The Eritrean Tragedy of Human Trafficking*, 30 novembre 2011.

⁵⁸ ICER, *The Saga of the Eritrean Refugees and The Human Smugglers*, 20 février 2012.

⁵⁹ Loc. cit.

⁶⁰ Radio La Voix de la Russie, *traite de l'être humain: enlèvement sur le Sinaï, rançons à Tel Aviv*, 5 juin 2012: http://german.ruvr.ru/2012_06_05/77154689/.

⁶¹ NZZ, *Den Menschenhändlern ausgeliefert*, 10 juin 2012.